

**BRUNO TERTRAIS**

Maître de recherche à la Fondation pour  
la Recherche Stratégique

## Un monde sans arme nucléaire est-il souhaitable ?

**Un monde « sans arme nucléaire » serait sans doute plus dangereux que le monde d'aujourd'hui.** Car les bénéfices de l'arme nucléaire sont probablement supérieurs aux risques qui découlent de son existence.

Au plus fort de l'affrontement Est-Ouest, la contestation anti-nucléaire avait sans doute, paradoxalement, davantage de légitimité qu'aujourd'hui. En effet, le risque était tel (les conséquences d'une guerre nucléaire généralisée auraient été dramatiques pour la biosphère toute entière) que l'on pouvait alors légitimement se demander s'il n'était pas excessif au regard des bénéfices de la dissuasion... Mais nous sommes désormais, en dépit des tensions russo-américaines ou sino-américaines, dans un autre monde nucléaire. Les scénarios de « guerre nucléaire totale » impliquant l'emploi de milliers d'armes appartiennent au passé. L'évolution des arsenaux, des doctrines et des plans ; les progrès apportés au contrôle politique des armes ; le

« tabou » sur l'utilisation de l'arme nucléaire qui s'est consolidé depuis les années 1960 (plus personne ne parle d'utiliser le nucléaire comme un moyen militaire comme un autre ; même la Corée du Nord parle de « dissuasion ») ; tous ces facteurs ont contribué à réduire considérablement le risque d'un conflit nucléaire majeur.

L'argument le plus important en faveur de la pérennité des armes nucléaires est sans doute l'extraordinaire – au sens propre du terme – absence de conflit entre grandes puissances depuis plus de 65 ans<sup>1</sup>. Cet état de fait est inédit

1. On peut ajouter trois arguments plus précis au crédit de la dissuasion nucléaire : (1) *jamais deux puissances nucléaires ne se sont fait la guerre* ; (2) *jamais le territoire national d'un pays nucléaire n'a fait l'objet d'une attaque militaire* (la guerre des Malouines (1982) n'est pas un exemple pertinent, car l'archipel jouissait d'un statut très particulier ; la guerre du Kippour (1973) non plus, car l'Égypte et la Syrie, connaissant la capacité nucléaire israélienne, s'abstinrent justement de franchir les frontières de 1948) ; (3) *jamais un État nucléaire n'a fait l'objet d'une attaque chimique ou biologique de la part d'un autre État.*

dans l'histoire des relations internationales. Bien sûr, tous les experts ne sont pas d'accord pour dessiner un lien de causalité entre l'existence de l'arme nucléaire et l'absence de guerre majeure. Mais ceux qui contestent ce lien avancent des arguments discutables. Le traumatisme de la Seconde Guerre mondiale ? Le précédent de la Première a montré que les dirigeants et les peuples pouvaient avoir la mémoire courte... La mondialisation, l'interdépendance économique ? Elles existaient déjà dans une large mesure en 1914 (jamais les pays européens n'avaient autant commercé entre eux)... L'existence d'une organisation mondiale, l'ONU ? Il y en avait une en 1939, la SDN, qui fut impuissante à empêcher la guerre. La démocratisation du monde, dans la mesure où « les démocraties ne se font pas la guerre entre elles » ? Argument valide au sein de l'Europe, mais que dire de la Chine et de la Russie ?...

Pourrait-on assurer de la même manière que les grandes puissances aient « peur de la grande guerre » avec d'autres moyens que l'arme nucléaire ? Ce sera peut-être possible un jour, mais il n'existe aujourd'hui aucune alternative crédible à l'arme nucléaire. La « dissuasion conventionnelle » existe, mais elle a échoué tout au long de l'Histoire à prévenir les conflits majeurs, notamment entre grandes puissances. Faut-il préciser qu'elle est d'ailleurs beaucoup plus accessible aux États-Unis qu'aux autres pays ? (Si l'Amérique est aussi « abolitionniste », c'est d'abord parce qu'elle est, et de loin, la première puissance conventionnelle mondiale<sup>2</sup>.) Aucun autre moyen militaire n'a la capacité de destruction instantanée qui est celle de l'arme nucléaire, ni le caractère « effrayant » qui est le sien. Et aucune technologie existante ou prévisible (ex : laser à l'état solide, etc.) n'est susceptible de reprendre ce rôle.

Dès lors, **la disparition des armes nucléaires ne saurait être envisagée qu'à la suite d'une transformation profonde des conditions de sécurité.**

Dans la mesure où la grande majorité des pays nucléaires mettent justement en avant la menace nucléaire – réelle ou supposée – pour justifier l'existence de leur propre dissuasion, il est évident qu'un coup d'arrêt à la prolifération nucléaire donnerait des arguments aux partisans du désarmement. Mais tant que la question ira-

---

2. On peut sans doute y ajouter l'héritage d'Hiroshima et de Nagasaki, lourd à porter pour une puissance qui a toujours considéré comme essentielle la dimension « morale » de sa politique extérieure.

nienne n'est pas réglée et que le problème nord-coréen n'est pas « contenu » de manière satisfaisante, le risque de prolifération existera. Or ce n'est pas en désarmant « un peu » que l'on atténuera les risques de prolifération : l'expérience des vingt dernières années montre que le « désarmement par l'exemple » n'a aucune efficacité. (Et si les grands États se débarrassaient totalement de leur capacité nucléaire, il serait alors encore plus tentant pour les « petits » de se doter de cet instrument, formidable « égalisateur de puissance ».)

L'évolution démocratique de grands États tels que la Chine, la Russie, le Pakistan et l'Iran constituerait un pas très important et rendrait plus crédible l'idée d'un monde sans arme nucléaire. Répétons-le : s'il est une « loi » des relations internationales qui fait l'unanimité ou presque chez les experts, c'est que les démocraties ne se font pas la guerre entre elles. (Le débat est vif, en revanche, sur les *causes exactes* de ce phénomène, mais il s'agit-là d'un autre problème.) A tout le moins, un *modus vivendi* stratégique entre grandes puissances (États-Unis, Chine, Russie, Inde, Japon en particulier) serait un progrès indéniable ; mais le moins que l'on puisse dire est que l'on n'en prend pas le chemin, notamment en Asie.

Enfin, l'universalisation des conventions d'interdiction des armes biologiques et chimiques (assortie de procédures de vérification efficaces) serait, elle aussi, de nature à permettre de voir le débat sur « l'abolition » des armes nucléaires sous un jour nouveau. En effet, presque tous les pays qui possèdent l'arme nucléaire affirment explicitement que la dissuasion nucléaire est *aussi* destinée à empêcher l'emploi de moyens biologiques ou chimiques contre eux<sup>3</sup>. Il est un fait – *cf. supra*. – qu'aucun pays nucléaire n'a jamais été victime d'une attaque avec de tels moyens<sup>4</sup>.

La question de la  *faisabilité*  du désarmement nucléaire relève en apparence d'une problématique différente : le désarmement pourrait être « possible sans être souhaitable » ou

---

3. La Chine fait exception, au moins du point de vue rhétorique. Le Pakistan et la Corée du nord, pour leur part, n'évoquent pas cette question.

4. Deux exemples *a contrario* confirment la validité de cette forme de dissuasion : l'Irak avait employé l'arme chimique contre l'Iran pendant la guerre qui opposa les deux pays [1980-1988], mais s'abstint de le faire contre Israël en 1991 ; de même l'Égypte avait-elle employé cette arme lors de son intervention au Yémen [1962-1967], mais ne le fit pas dans les deux guerres suivantes contre Israël [1967 et 1973].

« souhaitable sans être possible »... Toutefois, dans les faits, **les deux questions se recouvrent en fait largement.**

Les conditions politiques et stratégiques qui permettraient le désarmement nucléaire impliqueraient une telle transformation du paysage international que celui-ci serait, dans les faits, très largement « pacifié » : du coup, la plupart des États actuellement dotés verraient sans doute plus d'inconvénients (risque d'accident, risque de terrorisme...) que d'avantages à conserver les armes nucléaires. Le désarmement « souhaitable » deviendrait alors « possible ». On dit parfois que l'un des obstacles à un monde sans arme nucléaire est la difficulté qu'il y aurait à faire respecter une telle norme (que faire vis-à-vis des « tricheurs » ? et comment faire si l'un des « tricheurs » est un membre permanent du Conseil de sécurité ?...) Toutefois, dans un monde « démocratisé », la gestion de cette question serait beaucoup plus facile : les relations entre grandes puissances seraient sans doute très différentes ; quant à l'hypothèse dans laquelle un grand État démocratique se mettrait secrètement en violation d'une telle norme, elle est assez peu crédible.

L'argument selon lequel « *on ne peut pas désinventer l'arme nucléaire* » a l'apparence du bon sens, mais il est en fait très discutable. Car en cessant tout investissement technologique et humain dans la fabrication et le service des armes, le « savoir-faire » technique et opérationnel dans

ce domaine se perdrait assez rapidement.

Il reste un problème : l'arme nucléaire ne sert pas seulement des intérêts de sécurité, mais aussi, pour certains États, des intérêts politiques : indépendance, prestige, influence, etc. La transformation des conditions de sécurité ne serait donc pas une condition *suffisante* pour que l'abolition devienne faisable. La réforme de la gouvernance mondiale est donc aussi importante que la pacification des relations internationales pour aller vers un monde sans arme nucléaire. (Au vu de l'exemple indien, on peut sans doute dire que la réforme du Conseil de sécurité serait sans doute une mesure de non-prolifération efficace...).

\*

Il n'est pas interdit de proposer, à l'instar des États-Unis, la « vision » d'un monde « libre d'armes nucléaires » [*sic*]. Il serait même plutôt avantageux pour la France de proposer sa propre vision des conditions dans lesquelles un désarmement nucléaire général pourrait devenir une réalité, au lieu de se borner, comme c'est encore trop souvent le cas, à réagir aux initiatives des autres, au risque de passer pour le « mauvais élève » du désarmement (ce qui est d'autant plus regrettable qu'elle a consenti des gestes inédits chez les États dotés). Mais il reste à démontrer que l'abolition des armes nucléaires équivaudrait *en soi* à un gain net de sécurité pour l'ensemble de la communauté internationale.

*Les opinions exprimées ici n'engagent que la responsabilité de leur auteur.*

Retrouvez toute l'actualité et les publications de la Fondation pour la Recherche Stratégique sur :

**WWW.FRSTRATEGIE.ORG**

Bruno Tertrais

[b.tertrais@frstrategie.org](mailto:b.tertrais@frstrategie.org)